

# « Donner la parole à tous les concernés »

Entretien avec Frédéric Mertz du Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS)

*forum : Quelle signification a le changement de nom de Sesopi – CI en CEFIS ?*

Frédéric Mertz : Le Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales est né de la fusion de deux ASBL : le Centre intercommunautaire et l'Institut de formation sociale. Depuis des années, ces deux associations travaillaient ensemble et il nous a semblé pertinent de fusionner les projets, les deux structures et les deux équipes. Au-delà de l'aspect formel et administratif de la fusion des structures, le CEFIS aime préciser qu'il travaille dans la recherche-action, et c'est cette dimension « action » qui est importante à nos yeux...

À la différence d'institutions universitaires, nous sommes des acteurs intermédiaires entre la recherche, le politique, la société civile. Nous pensons que les études et recherches ainsi que les réflexions peuvent contribuer à un changement social, à plus de justice sociale, à l'ouverture sur l'altérité, à l'émancipation. Cela est réalisé par des publications, des rapports, des séminaires, des formations interculturelles, etc.

*Qu'est-ce qui distingue le CEFIS d'un CEPS/Institu pour ce qui est de l'approche scientifique ?*

F.M. : Sur la démarche scientifique précisément, il n'y a pas de différences. Les recherches s'appuient sur des méthodologies scientifiques rigoureuses, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives, voire mixtes. Il n'y a aucune différence sur ce point précis. Des différences existent quant à l'objectif (valorisation, vulgarisation, public cible, formation).

*Votre publication L'intégration au Luxembourg s'ouvre sur de longues considérations théoriques. Quelle en est l'essence ?*

F.M. : Il y a en fait peu de considérations très théoriques. Seules trois pages sont théoriques lorsqu'on aborde le concept d'intégration. Elles nous semblent essentielles dans une publication sur l'intégration au Luxembourg pour savoir « de quoi on parle », quelles sont les références, pour délimiter le champ de ce que l'intégration recouvre d'un point de vue théorique, c'est-à-dire dans la sociologie de l'intégration. Cela est nécessaire pour traduire cette définition scientifique en autant d'indicateurs scientifiques de l'intégration. Sans ces précisions, l'intégration peut recouvrir « tout et n'importe quoi ». Le reste de la première partie aborde d'autres questions tout aussi importantes. Ainsi, la question de « comment mesurer » l'intégration peut sembler théorique, mais c'est une problématique essentielle si l'on veut observer, mesurer, voire évaluer ce phénomène. Un exemple : on peut supposer qu'un taux de chômage élevé parmi les migrants est synonyme de difficultés d'intégration sur le marché du travail. C'est une hypothèse qui suppose que le marché du travail ne discrimine pas... Par ailleurs, la conjoncture, les compétences des migrants influencent également l'insertion sur le marché du travail.

Mais l'intégration relève aussi de mécanismes moins visibles, plus inconscients, et par conséquent plus difficilement mesurables... Le sens que l'on donne au « regard de l'autre » dans la rue par exemple est un microphénomène difficilement quantifiable, mais

---

**À la différence d'institutions universitaires, nous sommes des acteurs intermédiaires entre la recherche, le politique, la société civile.**

---

qui pourtant peut favoriser ou défavoriser l'intégration... Cette première partie donne donc des fondements essentiels pour une réflexion sur l'intégration et sa mesure.

*Les facteurs et indicateurs d'intégration dont vous faites état concernent d'autres « groupes » de la société au Luxembourg, parmi ceux-ci les « groupes » de ressortissants d'États membres de l'Union européenne. Comment avez-vous réussi cette présentation globale – tout à fait adéquate – dans le cadre d'un financement destiné aux seuls ressortissants de pays tiers ?*

F.M. : Dans l'étude qualitative, nous avons ciblé deux groupes de populations non communautaires : les Cap-Verdiens et les personnes originaires d'ex-Yougoslavie. Différentes raisons nous ont poussés à choisir ces deux groupes : il s'agit des deux populations non-UE les plus nombreuses au Luxembourg. Elles sont établies ici depuis assez longtemps et comptent y rester, à la différence de nationalités non-UE de pays dits développés dont on sait qu'il y a un turn-over plus important et qu'elles sont issues de catégories sociales supérieures (expatriés, etc.). Pour comprendre l'intégration de ces deux groupes, nous avons choisi de les rencontrer, mais aussi et surtout de mettre en rapport ce qu'ils nous disent avec ce qu'en pensent leurs « voisins » européens (Luxembourgeois) et les institutions qu'ils rencontrent (école, commune, associations, maison des jeunes...).

Il s'agit donc d'une approche triangulaire qui donne « la parole » à tous les concernés, toutes parties prenantes au processus d'intégration. C'est donc pour des raisons de méthodologie scientifique que nous avons rencontré des ressortissants de pays tiers et leurs concitoyens.

*Quel est le lien entre les considérations théoriques et les parcours individuels ?*

F.M. : Chacune des deux parties permet de prendre une distance critique par rapport à l'intégration. Dans la première, les considérations méthodologiques (comment mesurer l'intégration) et scientifiques (quelle définition conceptuelle de l'intégration) ou politiques (quelle définition politique de l'intégration en Europe et au Luxembourg) constituent une réflexion sur ce qu'est l'intégration et sur la pertinence des indicateurs quantitatifs de l'intégration (taux de chômage ? nombre de mariages mixtes ? diversité et nature des contacts dans la société ?...). En ce sens, cette première partie est un document de travail pour le monde politique, la société civile...

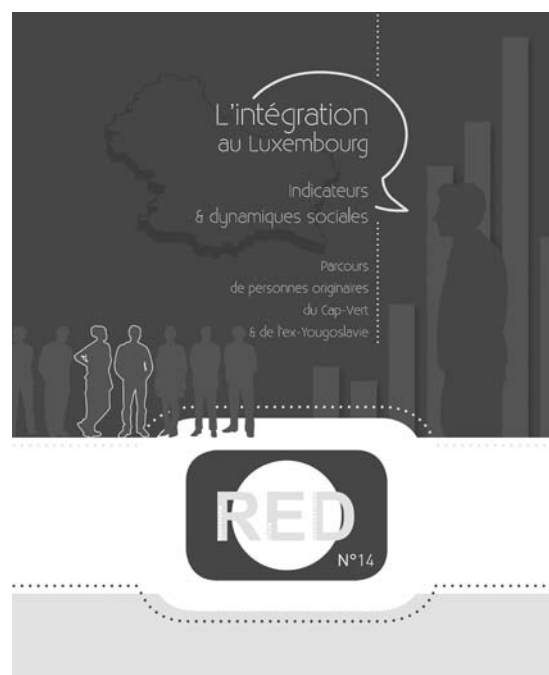
La seconde partie est complémentaire : elle montre que l'on peut également aborder le phénomène de

l'intégration non pas par des chiffres, de manière statique, mais aussi par la façon de comprendre le sens que les gens donnent à leur parcours d'intégration, ce qu'ils considèrent comme important ou difficile dans ce processus, c'est-à-dire en allant interviewer les gens par une méthode qualitative.

*Vos conclusions sont d'ordre général, on n'y retrouve plus les deux groupes ciblés.*

F.M. : Le ciblage des deux groupes ainsi que le choix de se concentrer sur Wiltz et Schiffange est motivé par la méthodologie et l'accent mis sur le « local » comme territoire important dans l'intégration. Nous ne voulions pas nous intéresser aux caractéristiques intrinsèques ou culturelles des deux localités ou des deux populations, mais méthodologiquement, il nous a fallu « délimiter » le champ d'investigation. Avec certaines réserves, les considérations sur les processus et facteurs d'intégration peuvent donc être généralisées pour le Luxembourg. Ainsi, les associations, les langues ou l'école sont des domaines importants pour tout le monde. L'importance accordée aux avantages pratiques de l'acquisition de la nationalité est plus spécifique aux non-communautaires. En conclusion, et pour revenir sur les publics cibles, nous plaçons également pour la prise en compte systématique des secondes générations dans l'observation de l'intégration. ♦

*(Interview réalisée par e-mail le 8 décembre par Serge Kollwelter)*



*L'intégration au Luxembourg. Indicateurs et dynamiques sociales. Parcours de personnes originaires du Cap-Vert et de l'ex-Yougoslavie, CEFIS – Luxembourg, RED n° 14*

---

**On peut supposer qu'un taux de chômage élevé parmi les migrants est synonyme de difficultés d'intégration sur le marché du travail. C'est une hypothèse qui suppose que le marché du travail ne discrimine pas...**

---